

MEETING UNITAIRE CONTRE LE CPE
SALLE JEAN VILAR - ARGENTEUIL - 6 AVRIL 2006

Intervention de Rachid ADDA, Conseiller régional d'Ile de France
Premier secrétaire fédéral du MRC Val d'Oise

Chers Camarades

Je vais commencer mon intervention en me satisfaisant que la Gauche ait su se rassembler contre le CPE et ait pu contribuer, par son union, à la mobilisation des étudiants en parlant d'une seule voix contre le CPE malgré sa diversité.

Je suis aussi heureux que la jeunesse que l'on stigmatise trop souvent - il y a peu, ici même à Argenteuil - se soit mobilisée fortement et ne soit pas tombée dans le piège de la division et du pourrissement de la situation que lui tendait le gouvernement Villepin-Chirac-Sarkozy.

Je dis bien Villepin-Chirac-Sarkozy. Car ne doutez pas une seconde que ces trois là et surtout le dernier, malgré la cacophonie gouvernementale, sont en accord pour organiser la **casse du code travail, entreprise d'autant plus cynique qu'elle est inscrite dans le cadre d'une loi dite de l'Egalité des chances**. Comme au cinéma, on sait bien qu'il y a toujours un bon flic et un mauvais flic dont le seul but est de faire céder ou de cracher le morceau ! Je pense pour ma part que l'on devrait parler d'une loi pour l'Egalité des aléas ou des malheurs.

Nous savons tous ici ce que veut le gouvernement de droite, véritable courroie de transmission des intérêts du MEDEF. C'est formaliser la précarité, en la généralisant, au nom d'une soi-disant flexibilité et de la lutte contre le chômage. C'est anticiper, en faveur des patrons, l'inversion d'un rapport de force qui devrait être favorable aux salariés et aux demandeurs d'emplois dans les prochaines années en raison du départ massif à la retraite des baby-boomers.

D'où la rapidité du gouvernement Villepin qui doit aller vite pour casser le code du travail.

D'ailleurs je crois que le non français à la constitution le 29 mai 2005 a pris de court le gouvernement. Si la mesure du CPE n'était pas dans le programme de l'UMP, c'est surtout que la droite pensait sûrement faire passer la casse du code du travail français par un alignement sur la défunte constitution, dont il faut se rappeler qu'elle était un recul, même dans sa cynique chartre des droits fondamentaux, avec le droit du travail français.

Je ne vais pas revenir sur l'analyse qui a été faite sur la nature du CPE, sur ce qu'il générerait comme précarité supplémentaire pour la jeunesse et notamment en l'empêchant d'avoir un horizon stable en entrant dans la vie active. On sait bien que le CPE sera pour ceux qui n'ont pas de réseau, ceux qui n'ont pas de piston. A contrario, pour les fils et filles à papa ou à maman, un coup de fil bien placé permettra d'accéder à ce qui serait alors l'exception et donc la denrée rare à savoir

le CDI. Le CDI deviendrait un privilège alors que pour tout homme de progrès il est un droit. **Le droit au travail, en tant qu'activité humaine durable et librement choisie**, est inscrit dans tous les textes qui ne sont pas motivés par les seuls intérêts particuliers du patronat et plus généralement les intérêts du capital.

Au-delà du CPE, et l'intervention des étudiants en début de meeting le montre bien, c'est le chômage de masse, la précarité, et le blocage de l'ascenseur social, qui sont dénoncés. **Les jeunes, pour la première fois depuis plusieurs générations, savent que leur situation sera plus mauvaise que celle de leurs parents ! A travers la mobilisation contre le CPE, ce sont aussi des choix de société, ceux qui reposent sur la régulation par le marché et la concurrence, qui sont remis en cause.**

Etre contre le CPE ne suffit pas, en effet, à définir une politique et c'est pour cela que le Mouvement Républicain et Citoyen a dès le début des mobilisations, articulé son engagement dans la bataille unitaire contre le CPE avec la nécessité de proposer une alternative pour une véritable politique de l'emploi et en particulier l'emploi des jeunes.

Dépasser à l'occasion de la nécessité d'une union sacrée contre le CPE le clivage à gauche entre partisans du oui et ceux du non ne doit pas faire oublier que le peuple Français a dit non et qu'une partie de la gauche étaient en phase avec le peuple. La gauche doit en tirer les conclusions qui s'imposent en termes de choix économiques, notamment par un changement de cap de la construction européenne.

La crise dans les banlieues populaires et la mobilisation de la jeunesse contre le CPE sont le prolongement du rejet exprimé le 29 mai de la société où l'humain, corvéable et licencié à merci, est lui-même est devenu une marchandise.

Il faut faire le lien entre la mobilisation contre le CPE et le non à la constitution du peuple français exprimé le 29 mai. Il faut faire ce lien parce qu'il y a une relation directe entre les choix libéraux de la construction européenne, et la précarisation croissante dans notre pays mais aussi dans toute l'Europe. Les mobilisations en Italie, en Allemagne ou bien en Grande-Bretagne montre que c'est à l'échelle européenne que la précarité s'installe. D'ailleurs le terme de flexibilité est apparu en Allemagne puis en France au début des années 80, en 1983 pour être exacte, date à laquelle un gouvernement de gauche a tout sacrifié sur l'autel de la construction européenne. Ce fut le début d'une parenthèse libérale toujours ouverte que nos élites politiques, désespérément sourdes et aveugles, se refusent de refermer. Malgré la volonté du peuple exprimé le 29 mai par un non massif et majoritairement de gauche aux orientations libérales de l'Europe.

Contrairement à ce que tentent de nous faire avaler les élites politiques, relayés avec complaisance par les médias, le peuple a tout compris et notamment en rejetant la constitution européenne. Il faut bien entendu remettre en cause les choix européens et les orientations libérales qui plombent l'économie européenne et française depuis plus de 20 ans. La crise du CPE porte donc en elle l'exigence d'une réorientation radicale de la construction européenne **car aujourd'hui ses orientations libérales nous empêchent d'augmenter le volume de l'emploi qui est le véritable**

moyen pour embaucher ceux qui sont au chômage sans précariser ceux qui ont un emploi.

Pour cela, il faut changer de méthode : partir de la volonté des peuples, rejeter fermement les dérives libérales, avancer au contraire sur des projets concrets, avec ceux qui s'y prêtent, dans la recherche, la politique industrielle, les transports, l'énergie si possible, les industries de défense, l'aéronautique et l'espace.

Mais ce que nous devons privilégier avant tout c'est la mise sur pied d'un gouvernement économique de la zone euro procédant du débat démocratique. L'Eurogroupe doit être doté de compétences précises : coordination budgétaire, convergence en matière fiscale et sociale, harmonisation par le haut et enfin politique monétaire. La réforme des statuts de la Banque Centrale européenne doit être préparée par un groupe de travail de haut niveau mis en place par les Chefs d'Etats des douze pays de la zone euro.

Il s'agit de lui donner clairement comme objectif la croissance économique et l'emploi. Jean-Pierre Chevènement propose que la Banque Centrale soit habilitée à émettre des euros sur le marché pour empêcher une appréciation excessive de l'euro, ce qu'aujourd'hui elle ne peut faire. Il suggère aussi qu'elle puisse monétiser certaines catégories de dettes répondant à un intérêt communautaire, ce que ses statuts actuels lui interdisent. Il est nécessaire de préparer dès aujourd'hui cette réforme sans laquelle le fardeau de la dette publique ne pourra pas être allégé. Ainsi seulement nous pourrons lancer une grande initiative européenne de croissance, au service de l'emploi !

D'autres réformes peuvent être engagées à l'occasion d'une relance vigoureuse de l'Europe : institution d'un impôt européen par l'adjonction d'un pourcentage supplémentaire de TVA. Ainsi pourront être financés de grands projets d'intérêt communautaire dans le domaine des grandes infrastructures de transport, de l'énergie, de la recherche, de l'espace, là où l'Europe doit s'affirmer.

Nous suggérons enfin que prévale l'idée d'une préférence européenne dans le domaine des normes et que l'Europe introduise à l'OMC des clauses sociales et environnementales dans les règles du libre commerce international.

En France, relancer une véritable politique industrielle en la libérant de la dictature des actionnaires et des fonds de pensions. Il faut au préalable que les mots industrie et croissance ne soient plus des gros mots comme c'est le cas aujourd'hui pour une partie de la gauche. En effet, certains ont abandonné l'idée d'une politique industrielle en pensant, peut-être de bonne foi, que le chômage se résorbera par des emplois aidés, de services ou des aides à la personne.

Nous pensons pour notre part, au MRC, qu'une politique industrielle ambitieuse a une place en France et que les industries françaises n'ont pas vocation, sous la seule volonté des multinationales, à s'expatrier dans les pays à faible coût de main d'œuvre sans d'ailleurs profiter aux populations concernées.

Pour cela, relançons l'idée de grands travaux à l'échelle européenne, d'augmenter les crédits de la recherche et de favoriser l'innovation de veiller à la synergie entre nos entreprises plutôt que de les mettre en concurrence et à la merci de n'importe quelle fusion.

Il faut développer les services publics et les emplois publics. Au nom de quoi nous acceptons la fausse idée qu'il y a trop de fonctionnaires en France ! A-t-on trop de professeurs, de médecins hospitaliers, d'infirmières, d'éducateurs, de postiers.... Que sais je encore.

Il faut aussi redonner au travail sa valeur qu'il a perdue en faveur de la rente et du capital. Nous devons donc revaloriser les salaires, redonner au travail un caractère émancipateur en luttant contre une aliénation qui touche même aujourd'hui des emplois intellectuels ou d'utilité publique comme l'enseignement, la médecine hospitalière, les ingénieurs....

Nous devons revaloriser les diplômes universitaires pour l'accès à l'emploi et cesser de faire des grandes Ecoles la seule voie pour accéder à un emploi stable, choisi et suffisamment rémunérateur. Un DESS ou une licence de l'université de Cergy valent bien un diplôme bidon obtenu à grands frais dans une Ecole privée pour pouvoir justifier d'un placement par papa ou maman !

L'accès au travail des jeunes passe aussi par le droit à une formation pour tous, car l'Ecole de la République ne peut plus laisser sur le bord de la route sans aucune formation une partie de la jeunesse, de fait assignée à une précarité à vie.

L'alternative c'est aussi redresser l'Europe en s'appuyant sur les peuples ! Sur la souveraineté des peuples contre la suzeraineté du Capital ! Et pour cela, il faut d'abord s'appuyer sur la France, sur la France républicaine, sur un peuple de citoyens, enfin « mis dans la confiance », selon l'expression de Marc Bloch.

A ce jour, certains à gauche n'ont pas pris clairement leurs distances avec l'orientation sociale-libérale majoritaire qui a conduit hier la gauche plurielle à l'échec et qui exposerait demain un candidat de la gauche et la France avec lui à de nouvelles déconvenues, s'il se retrouvait propulsé aux affaires par le seul effet de l'essuie-glaces.

Car n'oublions jamais que l'union, souvent nécessaire, n'est jamais obligatoire et ne pourra se faire qu'autour d'un projet s'articulant autour d'axes qui répondront aux demandes et aux aspirations de nos concitoyens le 29 mai mais aussi lors de la crise dans les banlieues populaires et de cette mobilisation contre le CPE.

Il faut que nous en débattions sereinement pour élaborer un projet réellement alternatif sur l'emploi des jeunes et sur une réorientation globale des choix politiques en matière économique, sauf à vouloir que le combat contre le CPE serve de feuille de vigne à tous les renoncements...